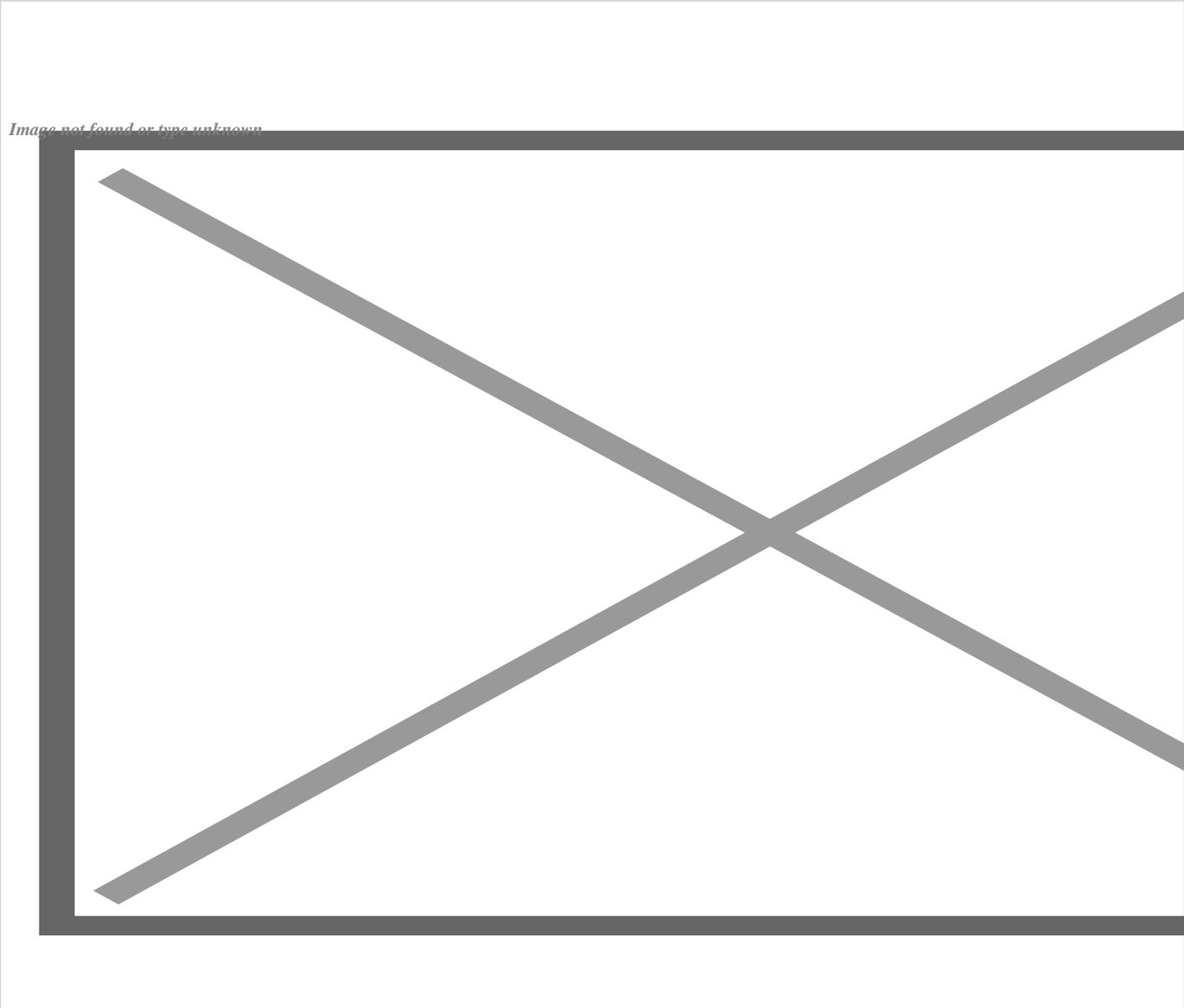


Cuba appelle à une réforme profonde de l'architecture financière internationale

Image not found or type unknown



New York, 23 avril (RHC) La vice-ministre des Affaires étrangères, Anayansi Rodríguez Camejo, est à la tête de la délégation qui représentera Cuba dans le programme du Forum sur le financement du développement, qui se tient du 22 au 25 avril aux Nations Unies sous le thème général "Avancer vers la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement en 2025".

Dans son discours de lundi, la vice-ministre cubaine des affaires étrangères a déclaré que le forum se déroulait dans un contexte mondial difficile, marqué par une crise multidimensionnelle, des conditions financières strictes, un ralentissement du commerce mondial, de l'investissement et de la productivité, des niveaux d'endettement croissants, des restrictions commerciales unilatérales et des inégalités de plus en plus marquées.

Elle a averti qu'il restait à peine le temps d'atteindre les objectifs de l'Agenda 2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba et de l'Accord de Paris sur le changement climatique, et a expliqué que les gains de développement durement acquis "ont été inversés, en particulier dans les pays pauvres, qui ne se sont pas encore complètement remis de l'impact de la pandémie".

Rodríguez Camejo a déclaré que, selon les projections actuelles, près de 600 millions de personnes vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030 et que, sur cette voie, les objectifs de développement durable (ODD) dans leur ensemble resteront hors de portée même en 2050.

Dans ce domaine, il a ajouté que la quatrième conférence sur le financement du développement, qui se tiendra prochainement, devrait viser, entre autres résultats, à établir des lignes directrices claires et concrètes pour une réforme profonde de l'architecture financière internationale, tant en termes de gouvernance que de représentation et d'accès au financement, où un plus grand nombre de pays en développement ont une voix et un droit de vote.

Elle a également attiré l'attention sur l'urgence de rejeter l'application de mesures coercitives unilatérales, incompatibles avec le droit international et la Charte des Nations Unies, qui empêchent nos pays d'accéder aux marchés internationaux sur un pied d'égalité.

À titre d'exemple de ces mesures, il a cité le cas de Cuba, une nation qui souffre des effets de 62 ans de blocus américain renforcé et, plus récemment, de son inscription arbitraire sur la liste fallacieuse des États soutenant le terrorisme (extrait de CubMinrex).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/352914-cuba-appelle-a-une-reforme-profonde-de-larchitecture-financiere-internationale>



Radio Habana Cuba